



Ministère
de la Sécurité
publique

Conseillère ou conseiller en milieu carcéral

Remplacement d'une durée de deux ans avec possibilité de prolongation

Ministère de la Sécurité publique :

Un emploi en **remplacement** est à pourvoir au 73, avenue Mance à Baie-Comeau, à la Direction générale des services correctionnels - Établissement de détention de Baie-Comeau.

Contexte : La Direction générale des services correctionnels (DGSC) contribue à assurer à la population un milieu de vie sécuritaire. En effet, en collaboration avec les institutions et les organismes avec lesquels elle partage cette mission, elle éclaire les tribunaux et assure la prise en charge, dans la communauté ou en détention, des personnes qui lui sont confiées en favorisant leur réinsertion sociale.

Attributions de l'emploi : Sous la direction de la directrice ou du directeur adjoint en établissement de détention, la conseillère ou le conseiller en milieu carcéral doit, dans le respect des orientations correctionnelles, faciliter le développement de la personne incarcérée en regard de sa réinsertion sociale et favoriser la protection de la société. Cette personne doit aussi dispenser des services d'expertise-conseil en matière de lois, de règlements, de politiques, de directives et de programmes.

Elle développe, en fonction des besoins identifiés chez les personnes incarcérées, des programmes et des services de formation académique, de développement professionnel et personnel ainsi que des activités rémunérées ou pas, des activités de sports, loisirs et socioculturelles contribuant à la mise en oeuvre du plan de séjour et du plan d'intervention correctionnel. La personne doit développer, en fonction des besoins identifiés chez les personnes incarcérées, des programmes et des services de soutien à la réinsertion sociale favorisant la prise de conscience de leur comportement et l'amorce d'un cheminement personnel visant la responsabilisation. Ces programmes et services contribuent à la mise en oeuvre du plan de séjour et du plan d'intervention correctionnel. Elle agit à titre de personne ressource concernant des problématiques psychosociales vécues par les personnes incarcérées telles que l'employabilité, la toxicomanie, les MTS-VIH-Sida, le suicide, la violence conjugale, la déviance sexuelle, les soins de santé physique et mentale, dans le but d'habiliter le milieu de vie et le personnel en termes d'activités de prévention et d'intervention. Elle produit, au besoin, en établissement de détention ou en communauté des évaluations du risque et des besoins de la personne contrevenante dans le but d'établir son plan d'intervention correctionnel et d'identifier l'intervenant pouvant répondre aux besoins d'accompagnement vers une réinsertion sociale. Elle prodigue des services spécialisés à des personnes incarcérées vivant une situation de crise ou en répondant à une demande d'aide de la personne incarcérée. La personne dispense des services professionnels d'expert-conseil auprès des gestionnaires en établissement de détention en matière d'accompagnement par les ASC auprès des personnes contrevenantes afin d'assurer une intervention cohérente, complémentaire et continue. Elle développe et maintient des liens étroits avec la communauté dans le but de favoriser l'implication de cette dernière dans le processus de réinsertion sociale des personnes incarcérées. Elle planifie et participe, selon le plan de délégation, aux comités de classement et de reclassement et au comité d'étude de demande de sorties et de discipline. Elle agit à titre de personne répondante concernant divers dossiers ou directives des Services correctionnels du Québec dans son domaine d'activités. Elle dispense

des services professionnels d'expertise-conseil auprès des gestionnaires en matière de supervision et de gestion du personnel, de dynamique de milieu, de gestion participative, de tenue de réunion et de suivis, de résolution de crise et de résolution de conflit par l'élaboration de plan de redressement ou de résolution de problématiques, lorsque nécessaire.

Profil recherché : La personne recherchée doit avoir une facilité d'adaptation et être en mesure de personnaliser son approche en fonction du type de client ou de partenaire, de chaque situation et problématique. Elle doit être en mesure de moduler son intervention en tenant compte de la culture organisationnelle, des valeurs et des résistances du milieu. Elle doit exceller dans les relations interpersonnelles en sachant aussi manier tact et diplomatie. Dans sa recherche de solution, elle doit faire preuve d'originalité et d'imagination créatrice.

Exigences : Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle (baccalauréat) en criminologie, en psychoéducation, en travail social, en orientation scolaire ou professionnelle, en information scolaire et professionnelle, en sexologie ou dans une autre discipline connexe.

Être membre d'un ordre professionnel reconnu en lien avec la scolarité pertinente serait un atout.

Enfin, la personne retenue devra satisfaire aux exigences d'une enquête de sécurité.

Période d'inscription : du 10 décembre au 31 décembre 2021

Inscription : Pour nous faire part de votre intérêt pour ce poste, veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae ainsi qu'une lettre de motivation par courriel à l'adresse : nathalie.michaud@msp.gouv.qc.ca.

Informations sur les attributions de l'emploi :

Madame Nathalie Michaud par courriel :

nathalie.michaud@msp.gouv.qc.ca ou par téléphone au 418 294-8646, poste 57664.

Prenez note que seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées.